

**Migrations - Entretien de M.
Gérard Collomb, ministre de
l'intérieur, avec le
Haut-commissaire des Nations unies
pour les réfugiés - Communiqué du
ministère de l'intérieur**
(Paris, 09 octobre 2017)

Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, s'est entretenu lundi 9 octobre avec le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Filippo Grandi.

Ils ont évoqué les mesures pour renforcer la protection et l'intégration des réfugiés en France. Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, a évoqué le plan pour «Garantir le droit d'asile, mieux maîtriser les flux migratoires» présenté en conseil des ministres le 12 juillet, dont les orientations ont été rappelées par le président de la République dans son discours d'Orléans le 27 juillet. Ce plan permettra notamment un traitement accéléré de la demande d'asile pour distinguer plus rapidement les personnes en besoin de protection des migrants économiques irréguliers. Il améliorera l'accueil des demandeurs d'asile et rendra plus efficace notre politique d'éloignement tout en permettant un meilleur accueil et une meilleure intégration des réfugiés. Dans cette perspective, un projet de loi sur l'asile et l'immigration sera présenté en conseil des ministres d'ici la fin de l'année.

Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, et le Haut-commissaire se sont accordés sur la nécessité de poursuivre les actions pour mieux gérer les flux migratoires en Méditerranée centrale. À cet égard, ils ont appelé à l'établissement de conditions de prise en charge des réfugiés en Libye respectueuses des droits de l'Homme.

Gérard Collomb a tenu à rappeler l'engagement de la France en faveur de la réinstallation en France de réfugiés qui se poursuivra depuis le Liban, la Turquie et la Jordanie et qui débutera dans les prochaines semaines depuis le Niger et le Tchad, pour concerner des réfugiés qui projetaient de rejoindre l'Europe en traversant la Méditerranée centrale. Le ministre d'État, ministre de l'intérieur a indiqué que la France s'engageait à réinstaller 10.000 réfugiés sur son territoire d'ici octobre 2019, dont 3.000 réfugiés dans le cadre des missions de protection avancées qui seront réalisées au Niger et au Tchad, en étroite collaboration avec le HCR et les autorités de ces pays et en coordination avec nos partenaires européens et la Commission européenne. M. Filippo Grandi, qui encourage la mise en place d'un programme spécifique pour la réinstallation de réfugiés le long de la route de la Méditerranée centrale, a salué cet engagement de la France.

Les échanges ont également porté sur le paquet législatif en cours de discussion sur la réforme du régime d'asile européen commun. MM. Collomb et Grandi ont marqué leur accord sur la nécessité d'aboutir rapidement à un compromis ambitieux et global qui permettra à l'UE de disposer d'un mécanisme de solidarité pérenne et d'un outil efficace

de renforcement de la gestion des frontières extérieures de l'UE en cas de crise./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)